

## INTRODUCTION

Ce livre trouve son origine dans un intérêt ancien pour les questions liées à la composante culturelle des inégalités sociales et des rapports de classes. Il entend à ce titre défendre la portée analytique de la notion de classe sociale. Entendues de manière ouverte et contingente, en ce que toute la vie collective, qui est aussi structurée par d'autres principes d'association et d'opposition liés, entre autres, au genre, à l'origine ethno-raciale ou la génération, ne leur est pas réductible, les classes sociales restent au cœur de la dynamique contemporaine des inégalités, dans un contexte où elles apparaissent pourtant moins clairement identifiées que par le passé à des cultures de classes unifiées et cohérentes. Ce brouillage des frontières symboliques entre les classes sociales, qui n'implique pas la réduction des inégalités au chaos anarchique des rivalités individuelles, trouve son origine dans une série de facteurs qui tiennent notamment aux transformations des modes de production et de circulation des biens et services culturels et à la diffusion de l'éducation.

DE LA CULTURE COMME IDENTITÉ  
À LA CULTURE COMME RESSOURCE

Dissipons d'entrée une confusion possible sur le sens et les connotations attachées à la notion de culture. L'argument culturel est aujourd'hui très largement mobilisé dans le débat public en un sens très essentialisant et très différent de celui qui est défendu dans ce livre. Un grand nombre de problèmes de société (pauvreté, délinquance, violence, notamment) sont en effet aujourd'hui fréquemment rapportés à des causes considérées comme culturelles et qui renvoient le plus souvent implicitement à la coexistence problématique de catégories de population réputées porteuses de croyances, de représentations ou de styles de vie différents voire antagonistes<sup>1</sup>.

Ce penchant est particulièrement développé dans certains cercles de pensée conservateurs, qui mettent en avant une conception très englobante de la notion de culture comme explication totalisante des comportements, des représentations, des croyances, des opinions et des attitudes. Cette conception a pour corollaire le rejet des formes de syncrétisme culturel à l'œuvre dans un grand nombre de sociétés occidentales, perçues comme des menaces à l'intégrité et à la cohésion sociale. En pratique, ces réflexions alimentent un rejet assez large des apports culturels allochtones mais qui est surtout focalisé, en Europe, sur les cultures extra-européennes, notamment dans leur composante religieuse, et plus particulièrement sur l'Islam.

Cette inclination culturaliste de l'explication des phénomènes sociaux rencontre en France comme dans d'autres pays européens un succès croissant depuis les années 1970, dans des sociétés dont les populations sont alimentées de longue date par des flux migratoires issus de diverses régions du monde. De fait, l'essentialisation

1. Sur ces questions et sur les développements qui suivent, voir Régis Meyran, Valéry Rasplus, *Les Pièges de l'identité culturelle. Culture et culturalisme en sciences sociales et en politique (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Berg international, 2014, notamment part. II, chap. II et III.

## Introduction

de la différence culturelle est bien souvent la forme euphémisée de la xénophobie. Très présent à la droite et l'extrême droite de l'échiquier politique, ce registre n'est cependant pas totalement inexistant non plus à gauche et dans le camp progressiste, où il alimente en France, notamment, autour de l'idée « d'insécurité culturelle », un discours principalement construit autour du thème du primat de la question sociale sur les questions de société et de l'abandon des classes populaires autochtones en quelque sorte « sacrifiées » sur l'autel de la défense de la diversité culturelle et des minorités<sup>1</sup>.

La culture au sens où elle est entendue dans la suite de ce livre est assez largement déconnectée de ces problématiques identitaires. La culture est ici envisagée comme une ressource aux contours changeants et incertains, une « boîte à outils », pour reprendre l'expression de la sociologue américaine Ann Swidler, très inégalement fournie, en quantité, en qualité et en diversité selon les individus et selon les groupes<sup>2</sup>. C'est sous cet angle que sont envisagées dans ce livre la contribution des facteurs culturels à la dynamique des inégalités et la recomposition des clivages sociaux et culturels qui traversent les sociétés occidentales en général et la société française en particulier.

### LE BROUILLAGE DES FRONTIÈRES CULTURELLES ET POLITIQUES ENTRE LES CLASSES

La massification de la production des biens matériels et symboliques qui a traversé l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle a contribué à brouiller l'expression symbolique des frontières entre les classes sociales.

1. Voir Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014 et Laurent Bouvet, *L'Insécurité culturelle*, Paris, Fayard, 2015.

2. Voir Ann Swidler, « Culture in Action: Symbols and Strategies », *American Sociological Review*, 1986, p. 273-286.

La logique d'allongement des séries de production qui a été le moteur du développement des secteurs clés de l'industrie au siècle dernier a contribué à homogénéiser, au moins partiellement, certains aspects des modes de vie contemporains, à travers la banalisation de l'accès à un certain nombre de biens (automobile, électroménager) et de services (loisirs, tourisme). Cette logique a aussi concerné la production culturelle (télévision, cinéma, musique, édition, presses, médias, etc.). Bien entendu, des différences de gamme subsistent, parfois très importantes, que l'on observe notamment dans le domaine de l'automobile, du prêt à porter ou de l'alimentation. S'agissant des consommations culturelles, on observe aussi que les pratiques les plus banalisées, comme celle de la télévision, font l'objet d'usages différenciés et hiérarchisés. Mais le goût partagé y compris au sein des classes supérieures pour les produits de l'industrie du divertissement et des médias et la diffusion d'une forme de syncrétisme esthétique fondée sur le mélange des genres et des répertoires ne cadrent plus tout à fait avec l'image assez répandue au siècle dernier de cultures de classes étanches les unes aux autres : culture populaire *vs.* culture savante, culture de masse *vs.* culture d'élite. La société de la consommation, des loisirs et de la culture de masse n'est pas une pure chimère des philosophies critiques de la modernité<sup>1</sup>. Elle est la toile de fond de nos vies contemporaines.

L'effacement des frontières symboliques entre les classes sociales ne se manifeste pas seulement dans l'ordre de la culture. Il en affecte aussi l'expression politique. Les formes traditionnelles du vote de classe semblent ainsi mises à mal par l'émergence de clivages nouveaux qui touchent aux questions d'environnement, de libertés publiques, d'expression culturelle ou de revendications identitaires qui ne cadrent ni avec l'identification des diverses déclinaisons

1. C'est en particulier la position défendue par David Gartman, qui s'efforce de réhabiliter la sociologie critique de la culture de masse héritée des philosophes de l'École de Francfort, et plus particulièrement d'Adorno, en regard du paradigme de *La Distinction* de Pierre Bourdieu, qui reste à ses yeux plus nettement ancré dans une théorie des cultures de classe. Voir David Gartman, *Culture, Class, and Critical Theory: Between Bourdieu and the Frankfurt School*, Londres, Routledge, 2012.

## Introduction

nationales de l'opposition de la droite et de la gauche, des conservateurs et des progressistes, ni avec le conflit de répartition du capital et du travail<sup>1</sup>. Cette remise en cause du vote de classe apparaît spectaculairement lorsque se multiplient, comme c'est le cas depuis une quinzaine d'années en Amérique du Nord et en Europe, les situations de vote « non naturels » (de l'anglais *unnatural voters*), c'est-à-dire les situations où le vote de droite gagne du terrain au sein des classes populaires, jusqu'à y devenir majoritaire, tandis que les électeurs de la gauche proviennent de plus en plus des classes supérieures<sup>2</sup>.

Prises ensemble, ces évolutions ont popularisé la représentation de sociétés qui, sans être nécessairement devenues plus égalitaires que celles du passé, ne seraient plus centralement articulées autour d'un antagonisme de classes manifesté par l'expression cohérente et unifié de styles de vies, d'intérêts, de représentations et d'aspirations contradictoires. La prophétie de la mort des classes et de la disparition des sociétés de classes, qui est en fait assez ancienne, puisqu'elle était déjà assez répandue dans les années 1950 dans la sociologie électorale américaine, notamment<sup>3</sup>, a de fait connu un

1. On reconnaît ici la thèse de la montée du post-matérialisme développée notamment par Ronald Inglehart. Voir Ronald Inglehart, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977. En France, la recomposition de l'espace politique a été à maintes reprises explorée sous cet angle. Sans reprendre pleinement à son compte les thèses de Ronald Inglehart dont il se démarque sur certains aspects, Vincent Tiberj propose notamment une analyse des transformations générationnelle du vote qui s'inscrit en partie dans cette perspective. Voir Vincent Tiberj, *Les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Puf, 2017.

2. Cette idée du vote non naturel a été popularisée aux États-Unis par le journaliste Thomas Frank dans plusieurs ouvrages à succès aux titres évocateurs. Voir Thomas Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite* [2004], Marseille, Agone, 2008 et id., *Pourquoi les riches votent à gauche* [2016], Marseille, Agone 2018. Plus largement, l'analyse historique de l'évolution du vote de gauche (ou démocrate) en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis développée par Thomas Piketty autour de l'expression ironique de « gauche Brahmane » montre des tendances convergentes. Voir Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Paris, Seuil, 2019, chap. xiv et xv, p. 837-991.

3. Voir Robert A. Nisbet, « The Decline and Fall of Social Class », *Pacific Sociological Review*, 2/1, 1959, p. 11-17. Cette thématique ressurgit une trentaine d'années plus tard, en particulier dans le domaine de la sociologie électorale. Voir Terry Nichols

fort regain d'intérêt au début du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. La thèse défendue dans ce livre est pourtant que les clivages de classes persistent et qu'ils conservent une composante culturelle forte. Mais celle-ci a subi un ensemble de recompositions qui en perturbent l'identification et que l'on peut relier à quatre séries de transformations qui, depuis le milieu du siècle dernier et plus particulièrement au cours des vingt ou trente dernières années, ont profondément affecté les conditions de production et de diffusion des ressources culturelles.

#### LES MUTATIONS DE L'ÉCONOMIE DES RESSOURCES CULTURELLES

Une première série de transformations résulte des politiques d'expansion scolaire qui ont été menées au cours du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, à des degrés variables et selon des temporalités distinctes, dans l'ensemble des pays d'Europe orientale et occidentale et d'Amérique du Nord, et même un peu au-delà<sup>2</sup>. Dans nombre de ces pays, ces politiques ont abouti à une modification substantielle de la structure des diplômes et des niveaux d'éducation, qui la plupart du temps s'est cependant accompagnée d'un déplacement davantage que d'une réduction des inégalités scolaires, au sens où les chances d'accès aux positions les plus élevées dans la hiérarchie des diplômes demeurent fortement dépendantes des origines sociales<sup>3</sup>. La massification scolaire

---

Clark, Seymour Martin Lipset, Michael Rempel, « The Declining Political Significance of Social Class », *International Sociology*, 8/3, 1993, p. 293-316.

1. Voir Jan Pakulski, Malcolm Waters, *The Death of Class*, Londres, Sage, 1996 ainsi que Paul W. Kingston, *The classless society*, Stanford, Stanford University Press, 2000.

2. Voir pour une analyse historique et pour une mise en perspective internationale, Steven Brint, *Schools and Societies*, Stanford, Stanford University Press, 1998.

3. C'est notamment la thèse défendue au début des années 1990 dans un ouvrage collectif portant sur l'évolution des inégalités sociales de réussite scolaires dans une dizaine de pays occidentaux. Voir Yossi Shavit, Hans-Peter Blossfeld, *Persistent*

## Introduction

n'engendre pas mécaniquement la démocratisation de l'éducation, mais par son ampleur et sa généralité, elle a très sensiblement accru le rôle de l'éducation et des diplômes dans la vie sociale. Dans la plupart des pays, l'école est ainsi devenue une expérience commune à une part beaucoup plus importante de la population et pour des durées plus longues. En dépit de la forte hiérarchisation sociale des établissements et des spécialités qui s'observe dans un grand nombre de pays, à travers l'opposition des filières générales et professionnelles, longues et courtes, sélectives et non sélectives, on peut penser que la diffusion de l'éducation a pu en elle-même contribuer, sur le long terme, à réduire la distance culturelle entre des groupes sociaux dont les enfants partagent plus longtemps la condition d'élève ou d'étudiant, fût-ce selon des modalités qui demeurent socialement hétérogènes et inégales.

Un deuxième ordre de changements concerne l'essor au cours du siècle passé de la production de biens et de services culturels qui s'est appuyé, dans des proportions variables selon les pays, sur l'extension du domaine des industries de la culture, des médias et du divertissement et sur le déploiement d'un ensemble d'équipements culturels (théâtres, bibliothèques, auditoriums, musées) pour partie financés sur fonds publics. La diffusion des biens culturels s'est ainsi elle aussi massifiée, et cette massification est en partie liée à celle de l'éducation, pour autant que celle-ci a pu contribuer à alimenter la demande de biens et services culturels et à former une main-d'œuvre ajustée aux besoins de ce secteur de production. De nouveau, le développement de l'offre de biens et services culturels et la démultiplication de ses canaux de diffusion ne sont toutefois pas nécessairement synonymes d'une égalisation des conditions d'accès à la culture. De grandes disparités persistent, d'intensité variable selon les domaines et les répertoires, plus prononcées pour les arts savants que pour la culture de masse et des médias, où les disparités se

---

*Inequality: Changing Educational Attainment in Thirteen Countries. Social Inequality*, Boulder, Westview Press, 1993.

manifestent davantage dans la variété des usages que dans les inégalités d'accès proprement dites. Il n'en demeure pas moins que l'intensification de la circulation des biens et services culturels contribue en elle-même à obscurcir l'expression symbolique des frontières entre des groupes sociaux que séparent des écarts de richesse, de conditions de logement et de travail qui de leur côté ne s'atténuent pas nécessairement.

Une troisième catégorie d'évolution, plus récente et moins documentée que les deux précédentes, porte sur les formes émergentes de valorisation économique des biens culturels dans un contexte de dématérialisation où, à la faveur du développement des technologies numériques, le cœur de l'économie quitte l'univers des objets et gagne celui des contenus. Cette évolution affecte parfois spectaculairement les mécanismes de formation de la valeur des biens culturels et de rémunération de leurs producteurs, comme on le voit par exemple depuis une quinzaine d'années avec la crise de l'industrie du disque confrontée au développement de plateformes de diffusion de musique en ligne (*streaming*). Ces mutations contribuent aussi plus largement à la redéfinition des modes de production et d'intermédiation culturelle, via l'extension à l'ensemble de l'économie du secteur d'un modèle d'oligopole à frange concurrentielle dans lequel les logiques de concentration capitalistique se déplacent du stade de la fabrication vers celui de la distribution<sup>1</sup>. Dans ce modèle, les majors de l'industrie du disque, de l'édition, du cinéma et de l'audiovisuel, relayés de plus en plus par les acteurs du numérique et de l'Internet (les fameux « Gafa » ou « Gafam », pour Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), concentrent leur activité sur les opérations de distribution et d'intermédiation en déléguant la production des biens à une myriade d'entreprises de taille réduite qui supportent les risques financiers et économiques attachés à l'innovation et à la

1. Ce modèle d'organisation est présent de longue date dans le monde des industries de la culture. Voir Bénédicte Reynaud, « La dynamique d'un oligopole avec frange. Le cas de la branche d'édition de livres en France », *Revue d'économie industrielle*, 22/1, 1982, p. 61-71.



## Introduction

création<sup>1</sup>. Cette décentralisation des structures de production, qui s'accompagne d'une surproduction chronique de biens relativement hétérogènes et au cycle de vie raccourci propre à compenser la versatilité de la demande adressée à l'ensemble du secteur, va ainsi de pair avec une certaine diversification des produits de l'industrie culturelle qui n'est de ce fait pas aussi uniformément justiciable du registre critique de la standardisation que ne le prétendaient jadis les philosophes de l'École de Francfort<sup>2</sup>, puisque l'industrie de la culture tire profit du renforcement de la spécificité de ses marges, comme le suggère le modèle dit de la « longue traîne », selon lequel les industries culturelles réalisent une part essentielle de leur chiffre d'affaires sur des titres et des produits dont le volume des ventes unitaires est excessivement réduit<sup>3</sup>.

Il faut enfin compter aujourd'hui plus largement avec l'ensemble des innovations qui accompagnent l'essor d'Internet et des technologies qui lui sont associées. Le développement des pratiques de consommation, d'information et de divertissement liées à Internet ne correspond pas seulement à un changement de support. L'accélération des transactions, le raccourcissement des circuits de diffusion, la démultiplication des possibilités d'accès à une offre surabondante de contenus, mais aussi le développement de pratiques collaboratives et interactives modifient la relation des consommateurs aux producteurs de biens et de contenus culturels. L'impact de ces innovations, qui font sans doute la part moins belle à certaines catégories d'intermédiaires (critiques, journalistes, marchands d'art, libraires) et de médiateurs institutionnels (conservateurs, documentalistes, bibliothécaires, enseignants), demeure pourtant incertain. Si elles augmentent a priori le nombre et la diversité des biens et

1. Sur la fonction régulatrice de la surproduction en contexte d'incertitude, voir Pierre-Michel Menger, « Artistic Labor Markets: Contingent Work, Excess Supply and Occupational Risk Management », *Handbook of the Economics of Art and Culture*, 1, 2006, p. 765-811.

2. Voir Max Horkheimer, Theodor Wiesengrund Adorno, *La Dialectique de la raison. Fragments philosophiques* [1947], Paris, Gallimard, 1974.

3. Voir Chris Anderson, *La Longue Traîne* [2006], Paris, Pearson, 2009.

contenus accessibles, elles ne résilient pas le caractère asymétrique d'une relation de plus en plus ancrée dans une économie de la recommandation associée notamment à l'emprise des algorithmes sur le fonctionnement des réseaux sociaux et des sites de vente ou de consommation en ligne de biens et de contenus culturels<sup>1</sup>. Elles ne réduisent pas non plus nécessairement de ce fait les disparités d'accès aux ressources culturelles, qui touchent à la fois à la capacité, inégalement distribuée, de se saisir des opportunités associées au développement de ces dispositifs techniques et à la capacité de s'affranchir des prescriptions associées à leur fonctionnement. Par ailleurs, la diffusion de ces innovations demeure assez inégale. Elle n'affecte pas uniformément l'ensemble des secteurs d'activité, ne concerne pas au même degré l'ensemble des catégories de population et laisse en particulier assez largement de côté les générations les plus âgées<sup>2</sup>.

## LE CAPITAL CULTUREL AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

L'ensemble de ces mutations affecte les conditions dans lesquelles, au niveau individuel et au niveau collectif, les ressources culturelles sont accumulées, transmises au fil des générations et converties d'un domaine de la vie sociale à l'autre, lorsque ces ressources accumulées procurent des gains et des avantages dans d'autres sphères que celles où elles sont produites. Ces mutations touchent aux trois formes

1. Sur le pouvoir des algorithmes, voir Dominique Cardon, *À quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure des big data*, Paris, Seuil, 2015.

2. Sur l'impact de l'Internet sur les inégalités et la notion de « fracture numérique », voir Paul DiMaggio, Eszter Hargittai, W. Russell Neuman, John P. Robinson, « Social Implications of the Internet », *Annual Review of Sociology*, 27/1, 2001, p. 307-336. Sur l'ambivalence des effets sociaux et politiques de la diffusion des technologies numériques voir Dominique Cardon, *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil, 2010.

## Introduction

du capital culturel naguère définies par Pierre Bourdieu : sa forme incorporée qui concerne les dispositions, les attitudes, les goûts ; sa forme institutionnalisée, qui désigne principalement les titres scolaires et les diplômes ; sa forme objectivée, qui englobe l'ensemble des objets porteurs de sens et de valeur symbolique (livres, œuvres d'art, disques, meubles, collections)<sup>1</sup>. C'est en partie à essayer de comprendre le rôle de ces mutations dans la formation contemporaine des inégalités que ce livre est consacré.

La forme incorporée du capital culturel subit l'impact des transformations de l'échelle et des supports de la diffusion des biens et des contenus, qui étend la variété des répertoires culturels accessibles. Ces transformations contribuent à une redéfinition des normes esthétiques et de la hiérarchie sociale des goûts et des pratiques axée sur l'ouverture à la diversité, l'éclectisme ou l'« omnivorité », pour reprendre le terme forgé par le sociologue américain Richard Peterson<sup>2</sup>. La culture de l'honnête homme déborde en quelque sorte les frontières de la culture cultivée, scolaire ou académique. Dans un contexte où la massification de la culture et de l'éducation banalise certains biens et certains contenus culturels, la maîtrise des ressources qui autorisent l'accès à une plus grande diversité de situations et d'expériences, et qui ne sont pas seulement ni même principalement redevable de la transmission scolaire, joue un rôle de plus en plus affirmé, davantage que la familiarité avec le monde des lettres, des arts savants et des humanités classiques qui incarnait la norme traditionnelle de la légitimité culturelle. Ces ressources comprennent sans doute un certain niveau de maîtrise des techniques et outils numériques propre à favoriser un usage efficace et raisonné de la masse de données accessibles dans l'environnement offert par le développement des technologies de l'information et de la communication. Elles comprennent surtout et plus largement les outils de la confrontation positive à l'altérité culturelle, qui passe

1. Voir Pierre Bourdieu, « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 30/1, 1979, p. 3-6.

2. Voir Richard Peterson, « Le passage à des goûts omnivores. Notions, faits et perspectives », *Sociologie et sociétés*, 36/1, 2004, p. 145-164.

entre autres par l'expérience active des langues étrangères et de la mobilité<sup>1</sup>. Le cosmopolitisme des attitudes et des pratiques constitue à cet égard une ligne de clivage qui pourrait bien figurer en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle comme l'une des principales manifestations symboliques de l'antagonisme entre les classes sociales<sup>2</sup>.

La forme institutionnalisée du capital culturel est quant à elle affectée au premier chef par la massification de l'éducation, qui dévalue certains titres et déplace les seuils de sélection vers le haut de l'échelle des diplômes et vers les filières les plus élitistes de l'enseignement supérieur. La configuration de ces déplacements revêt des formes variables selon les contextes. Dans un pays comme la France, elle passe notamment par le clivage de plus en plus marqué, dans l'enseignement supérieur, entre les filières non sélectives de l'université, qui absorbent l'essentiel des flux d'étudiants générés par la massification de l'accès au baccalauréat, et les filières sélectives des grandes écoles, qui en sont pour l'essentiel demeurées à l'écart.

La forme objectivée du capital culturel, enfin, est plus immédiatement concernée par la tendance à la dématérialisation des objets culturels. Cette tendance n'est pas pour autant synonyme d'une disqualification radicale de la forme objectivée du capital culturel, dont l'accumulation dépend plus directement que celle des deux autres du niveau des ressources économiques et qui tend de ce fait à se concentrer davantage au sommet de l'échelle des revenus et des patrimoines. L'épuisement du régime fordiste de production de biens uniformes en grande série, auquel n'échappe pas le domaine culturel, s'accompagne de l'émergence de logiques de production alternatives qui ont en commun de rompre avec la diffusion de masse et de s'adresser

1. L'importance de ce type de ressources est notamment relevée dans le contexte de globalisation des échanges. Voir Anne-Catherine Wagner, *Les Classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2007. Voir aussi Philippe Coulangeon, « Cultural Openness as an Emerging Form of Cultural Capital in Contemporary France », *Cultural Sociology*, 11/2, 2017, p. 145-164.

2. C'est notamment le point de vue développé par le sociologue américain Craig Calhoun. Voir Craig J. Calhoun, « The Class Consciousness of Frequent Travelers: Toward a Critique of Actually Existing Cosmopolitanism », *The South Atlantic Quarterly*, 101/4, 2002, p. 869-897.

## Introduction

prioritairement aux classes privilégiées. Le développement de ces logiques post-fordistes de production favorise de ce fait l'apparition d'un clivage entre consommateurs de biens standards et consommateurs de biens de luxe ou d'exception, pour reprendre la catégorisation proposée par Luc Boltanski et Arnaud Esquerre dans leur exploration des modes contemporains de formation de la valeur, qui ne procède plus de la stratification de gamme sur laquelle reposait principalement la démarcation symbolique entre les classes sociales de l'ère fordiste. La dynamique contemporaine d'accroissement « par le haut » des inégalités de richesse contribue sans doute de ce point de vue à cette forme matériellement incarnée de distinction sociale des styles de vie qui s'appuie entre autres sur l'acquisition d'œuvres d'art, de biens immobiliers, d'antiquités, d'objets de collection divers qui constituent des valeurs refuges pour les catégories de population les plus fortunées<sup>1</sup>.

### UNE SOCIÉTÉ DE CLASSES SANS CULTURES DE CLASSES ?

L'ensemble des transformations qui viennent d'être évoquées ont pour corollaire de perturber l'agencement et la délimitation des différents types de répertoires culturels (culture savante/culture populaire, culture d'élite/culture de masse) et les correspondances qui étaient par le passé réputées unir cet agencement à celui des classes sociales, selon le principe d'homologie développé par Pierre Bourdieu dans *La Distinction* à la fin des années 1970<sup>2</sup>, et qui a exercé depuis lors une influence considérable dans l'analyse de la stratification sociale et des inégalités mais aussi plus largement dans les représentations ordinaires de la structure de classes des sociétés

1. Voir Luc Boltanski, Arnaud Esquerre, *Enrichissement. Une critique de la marchandise*, Paris, Gallimard, 2017.

2. Voir Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

contemporaines et de la différenciation sociale des styles de vie<sup>1</sup>. Par comparaison avec la situation décrite par Pierre Bourdieu à la fin des années 1970 à partir de données principalement collectées dans les années 1960, les clivages de classes ne semblent plus aujourd'hui s'associer aussi aisément à des répertoires culturels spécifiques, des registres de pratiques, de goûts et d'attitudes cohérents et circonscrits. Cette dissociation peut être rapprochée de la pluralité des instances de socialisation et de prescription culturelle (famille, amis, École, environnement professionnel, médias) aux influences potentiellement contradictoires à laquelle les transformations qui viennent d'être évoquées exposent les individus, et qui ne leur offre pas nécessairement un cadre de socialisation unifié et cohérent<sup>2</sup>.

La réduction de la dimension culturelle des différences de classe qu'opère cette dissociation ne doit pourtant pas être surinterprétée. D'une part, le principe d'homologie défini par Pierre Bourdieu dans *La Distinction* ne s'entend pas nécessairement comme la correspondance terme à terme entre des positions sociales et des répertoires figés, mais plutôt comme un principe relationnel de différenciation, un système dynamique d'affinités et d'oppositions, défini par les dégoûts ou les rejets autant que par les goûts ou les préférences, qui peut porter sur des répertoires changeants, mais aussi les manières de s'approprier diverses catégories d'objets ou de répertoires (lecture littéraire *vs.* lecture de divertissement, écoute active ou esthète de la musique *vs.* écoute passive, etc.) qui ne font sens que dans la relation avec le système des attitudes rencontrées dans d'autres régions de l'espace social<sup>3</sup>. En particulier, la frontière culturelle entre

1. Sur les composantes de la postérité de *La Distinction*, en France et dans le monde, voir Julien Duval, Philippe Coulangeon (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, 2014.

2. On peut rapprocher cette observation de la réflexion développée en France par Bernard Lahire depuis la fin des années 1990. Voir Bernard Lahire, *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998 ; id., *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004.

3. Sur cette lecture relationnelle du principe d'homologie, voir Omar Lizardo, Sara Skiles, « Reconceptualizing and Theorizing "Omnivorousness" Genetic and Relational Mechanisms », *Sociological Theory*, 30/4, 2012, p. 263-282.

## Introduction

les groupes sociaux peut se manifester par des manières différentes d'aborder des répertoires de goûts ou de pratiques communs, à travers l'homologie entre les manières de consommer les mêmes objets et des positions sociales distinctes. De ce point de vue, la dissociation dont il est ici question ne signifie pas que la distribution des attitudes et les pratiques culturelles serait désormais parfaitement individualisée. Les facteurs sociaux de cette distribution (origine et position sociale, niveau d'éducation, âge, sexe, etc.) ne sont pas fondamentalement distincts de ceux du passé, mais l'action de ces facteurs se manifeste différemment. Une partie des controverses observées au cours des deux dernières décennies au sujet du modèle théorique développé par Pierre Bourdieu dans *La Distinction* mérite d'être relue sous cet angle. C'est en particulier le cas des très nombreuses réflexions sur la question de l'éclectisme, au terme desquelles le clivage structurant ne serait plus celui du savant et du populaire, de la « haute » et de la « basse » culture, mais celui de l'ouverture à la diversité et du repli sur des répertoires uniformes<sup>1</sup>.

Surtout, il y a lieu de considérer les configurations historiques dans lesquelles la relation d'homologie prend plus immédiatement la forme d'une correspondance entre des positions sociales et des répertoires culturels clairement spécifiés comme relativement exceptionnels. Lawrence Levine a bien montré à cet égard combien la séparation des répertoires savants et populaires, l'opposition entre basse (*lowbrow*) et haute (*highbrow*) culture procédait, dans le contexte nord-américain, d'une construction historique relativement récente, que l'on peut situer au dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Aujourd'hui encore, cette opposition revêt une importance et des significations variables selon les contextes. D'une manière générale, elle est d'autant plus prononcée qu'elle s'appuie sur le pouvoir normatif d'institutions pérennes et en particulier celui de l'École, et ce d'autant plus que les résistances et les contre-pouvoirs qui lui

1. *Ibid.*

2. Voir Lawrence Levine, *Culture d'en haut, culture d'en bas. L'émergence des hiérarchies culturelles aux États-Unis* [1988], Paris, La Découverte, 2010.

sont opposés sont faibles. À des degrés divers selon les contextes nationaux, l'époque contemporaine est de ce point de vue assez largement marquée par l'érosion du pouvoir quasi monopolistique dont l'École avait pu auparavant disposer en la matière, lorsque les ressources culturelles socialement valorisées correspondaient assez étroitement et assez exclusivement à celles que l'institution scolaire se chargeait de transmettre et de valoriser. L'analyse des facteurs de cette érosion constitue aussi un des objets de ce livre.

La thèse défendue dans ce livre n'est donc pas celle d'un effacement de la composante culturelle des différences de classes. Ces différences subsistent, mais elles ne revêtent plus aussi clairement qu'à certaines époques passées la forme de cultures de classe organisées et cohérentes. Et les implications sociales et politiques d'une telle reconfiguration ne sont pas négligeables. Celle-ci interroge à tout le moins la consistance sociologique de classes « en soi », pour adopter la terminologie marxiste, dont l'unité culturelle et symbolique est plus difficile à définir et à identifier. En particulier, l'instabilité de la relation entre contenus culturels et classes comme le brouillage des frontières entre répertoires dans un environnement marqué par la pluralité des instances de socialisation et de prescription rendent l'accumulation et la transmission des ressources culturelles plus incertaine, y compris au sein des catégories sociales les mieux dotées. La multiplication des sources et des formes d'autorité qui définissent les normes de la légitimité culturelle appelle en ce sens, au sein de ces catégories, un travail d'actualisation de ces ressources plus exigeant que dans des contextes de relative fixité de ces normes. Pour le dire autrement, le maintien du privilège culturel des classes supérieures demande un travail spécifique qui n'aurait pas lieu d'être si, d'une période à l'autre ou d'une génération à la suivante les ressources mobilisées demeuraient strictement identiques et fermement indexées sur les normes de la culture scolaire. Mais, en sens inverse, les formes de résistance populaire à la domination et à l'inégalité culturelle sont plus limitées lorsque l'accumulation purement scolaire de ressources culturelles ne suffit plus dans un contexte où une part importante des ressources pertinentes ne transite pas par le canal de l'École.



## *Introduction*

La suite de ce livre développe les questions et les enjeux qui viennent d'être évoqués et qui traversent la vie de sociétés contemporaines qui ont connu au cours des cinquante dernières années un mouvement sans précédent historique de diffusion de la culture et de l'éducation mais qui n'en demeurent pas moins des sociétés de classes, structurées par des inégalités systémiques d'accès aux ressources. Les réflexions qui traversent les différents chapitres qui le composent s'appuient principalement, mais pas exclusivement, sur des données et des résultats qui se rapportent à la situation de la société française contemporaine. La première partie de l'ouvrage en expose le cadre théorique qu'elle situe au croisement des principaux paradigmes de la sociologie de la culture et de l'éducation. La deuxième partie s'intéresse aux conséquences sociales et culturelles de l'expansion scolaire, dont elle interroge en particulier les vertus égalisatrices et émancipatrices. La troisième partie porte sur les caractéristiques de la recomposition des frontières culturelles entre les classes sociales. La quatrième et dernière partie met enfin en relation cette recomposition avec celle des clivages idéologiques et politiques. Les réflexions présentées dans ce livre s'appuient pour partie sur l'analyse secondaire des travaux de sciences sociales consacrées à ces questions au cours des années récentes et sur la présentation ou la synthèse de recherches originales portant sur des données inédites. Les aspects techniques, et notamment statistiques, de ces développements sont mobilisés avec parcimonie, dans le souci d'en rendre la lecture la plus immédiate possible, en renvoyant en annexe électronique certains développements plus spécifiques ou plus détaillés.